

Communiqué de presse

Lundi 6 avril 2009

Politique de croissance éprouvée plutôt qu'activisme à court terme

Evaluation de la situation et priorités de l'organisation faïtière de l'économie suisse

L'effondrement de l'économie mondiale a touché de plein fouet la Suisse, axée sur l'exportation. L'organisation faïtière de l'économie préconise une politique économique et de croissance orientée sur le long terme plutôt que des programmes conjoncturels tous azimuts. Il est indispensable de lutter fermement contre le développement des tendances protectionnistes. Les autorités sont appelées à défendre les intérêts nationaux de manière ferme et décidée.

Alors que l'an dernier a été un « annus horribilis » pour le secteur de la finance, 2009 le sera pour des pans entiers de l'industrie. Selon Gerold Bühler, président d'economiesuisse « une économie ouverte comme celle de la Suisse, doit continuer de miser sur une politique de croissance à long terme ». Entre autres conditions préalables, le renforcement de la confiance envers les institutions.

economiesuisse a défini les priorités suivantes :

- En matière d'économie extérieure, la priorité doit aller à la mise en œuvre de la voie bilatérale avec l'UE, à la conclusion d'autres accords de libre-échange avec d'importants États tiers ainsi qu'à un engagement ferme contre la résurgence du protectionnisme dans le cadre de l'OMC.
- Dans le domaine de la formation et de la recherche, il importe de renforcer les EPF et les hautes écoles spécialisées et de promouvoir en particulier les sciences naturelles et les cursus techniques.
- Un approvisionnement en énergie concurrentiel et respectueux de l'environnement implique entre autres le remplacement à temps des centrales nucléaires en fin d'activité.
- Dans le domaine de la politique de concurrence, il faut poursuivre la libéralisation des marchés.
- Dans le domaine fiscal, il y a lieu de défendre bec et ongles les intérêts de la Suisse.

L'inscription de la Suisse sur une liste grise établie sur la base de critères arbitraires et discutables, malgré les concessions faites en lien avec le secret bancaire, est inacceptable aux yeux de M. Bühler.

Pascal Gentinetta a critiqué l'activisme international en matière de politique conjoncturelle. Pour le directeur d'economiesuisse, il faut éviter de copier les erreurs faites à l'étranger. Bien des programmes conjoncturels adoptés sous la pression politique n'ont pas d'effet et se révèlent même contre-productifs, quand ils ne sont pas ciblés, qu'ils entrent en vigueur trop tard ou qu'ils ont pour effet de maintenir les structures. Mener une politique monétaire préventive, laisser agir les stabilisateurs automatiques et renoncer aux hausses d'impôts et de taxes, comme l'augmentation prévue de la TVA

en faveur de l'AI, sont, selon M. Gentinetta, les instruments les plus efficaces dans la situation actuelle. L'approche graduelle du Conseil fédéral est tout à fait correcte. « Nous nous opposons vigoureusement à un affaiblissement du frein à l'endettement qui conduirait à des dérives telles que celles qui caractérisent les programmes de relance de certains pays, a-t-il précisé. L'accès aux capitaux est beaucoup plus important que les programmes conjoncturels, en particulier pour les entreprises exportatrices et les PME. Il convient de suivre attentivement l'évolution sur le marché des crédits.

Après l'important recul des exportations, il faut s'attendre à un ralentissement sur le marché intérieur ainsi qu'à d'ultérieures corrections dans le secteur de la finance. L'évolution économique aux États-Unis reste décisive pour la reprise. L'augmentation du chômage à travers le monde pèse sur la consommation et donc sur l'économie helvétique axée sur l'exportation. Rudolf Minsch, chef économiste, le dit clairement : « La Suisse doit s'attendre à ce que les taux de croissance restent bas pendant plus de deux ans ».

Pour toutes questions :

Cristina Gaggini, directrice romande

Téléphone : 078 781 82 39